



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 11 au 17 septembre 2020

Le 18 septembre 2020

## Résumé

**Afghanistan** : Sommet à Dubaï pour attirer des investisseurs dans le pays.

**Bangladesh**: Signature prochaine d'un accord de libre-échange entre le Bangladesh et le Bhoutan. 242 Mds BDT (2,5 Mds EUR) budgétés par 25 administrations pour l'adaptation au changement climatique. Bourse des valeurs – vers l'ouverture du capital de la bourse de Chittagong en 2021 et la création future d'autres marchés de produits dérivés ?

**Bhoutan** : Emission d'obligations gouvernementales à hauteur de 3 Mds BTN (40,9 M USD).

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques et financiers* : S&P s'attend à ce que l'économie indienne se contracte de 9% au cours de l'exercice budgétaire 2020-21 qui s'achèvera le 31 mars 2021. La Banque asiatique de développement (BAsD) prévoit la même contraction pour l'exercice en cours, - 9%. Le Gouverneur de la Banque centrale indienne prudent sur la phase de reprise économique et la situation des institutions financières non bancaires. Ralentissement marqué du commerce extérieur pour la période avril - août 2020. Moindre contraction de la croissance de la production industrielle en juillet, à - 10% contre - 16% en juin 2020. Stabilisation à un niveau élevé de l'inflation au mois d'août, à 7% en g.a, contre 6,7% en juillet. *Autres informations* : La croissance du trafic aérien domestique de passagers a été légèrement meilleure en août que le mois précédent, avec 24% du niveau pré Covid, contre 18% en juillet.

**Maldives** : Forte baisse des réserves de change.

**Népal** : La BAsD revoit à la baisse, 1,5%, sa prévision de croissance pour l'exercice budgétaire en cours. Les PME en grande difficulté face à une prolongation du confinement. Le Département d'Etat américain moins optimiste que le Népal à propos des IDE.

**Pakistan** : Révision à la baisse des perspectives de croissance de l'économie pakistanaise par la BAsD. Hausse de l'indice de production industrielle en juillet 2020. Progression des ventes de ciment sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21. Fragile reprise du marché automobile. Les transferts d'expatriés enregistrent une hausse marquée sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21. La finance islamique continue d'accroître rapidement sa part de marché. Renforcement du cadre législatif en faveur de la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.

**Sri Lanka** : Hausse des réserves de change en juillet et août. Sorties de capitaux étrangers des marchés des obligations d'Etat et boursier depuis le début de l'année. COVID-19 : Réallocation de 56 M USD de la Banque mondiale.



## AFGHANISTAN

- **Sommet à Dubaï pour attirer des investisseurs en Afghanistan.** Près de 120 Afghans et investisseurs étrangers ont participé à cet *Afghanistan Investment Summit*, organisé par l'Harakat et des représentants du secteur privé afghan.

## BANGLADESH

- **Signature prochaine d'un accord de libre-échange (FTA) entre le Bangladesh et le Bhoutan.** Depuis 2010, des clauses préférentielles existent permettant un libre accès mutuel à 18 catégories de produits en provenance du Bhoutan et 90 du Bangladesh. L'accord commercial préférentiel (*Preferential Trade Agreement* ou *Free Trade Agreement*) qui va être signé fin septembre élargit respectivement à 16 et 10 les lignes tarifaires concernées. L'agroalimentaire et l'industrie de la confection en seront les principaux bénéficiaires.

En 2019/2020, le Bangladesh n'a exporté que pour 4,3 M USD vers le Bhoutan (les échanges atteignant 58 M USD en 2018/2019), contre 42 M USD vers le Népal, 51,4 M USD vers l'Indonésie et 1200 M USD vers le Japon, qui sont les trois prochains pays visés par un PTA.

Le ministère du Commerce négocie actuellement une douzaine de PTA/FTA, dans la perspective de la perte possible d'accès préférentiel au marché européen à partir de 2027, dès lors que le Bangladesh sera reclassé en 2024 par les Nations Unies en catégorie de Pays en développement.

Le Bangladesh a d'ailleurs demandé à l'Inde de bénéficier d'un accès préférentiel (article 12 du traité SAFTA - *South Asian Free Trade Area*) au même titre que les Maldives, qui sont pourtant depuis 2011 reclassées en PED. A terme, le pays doit élargir ses accords commerciaux aux échanges de services.

- **242 Mds BDT (2,5 Mds EUR) budgétés par 25 administrations pour l'adaptation au changement climatique.** Le sujet du changement climatique bénéficie pour la quatrième année d'un livret spécifique (*Bangladesh Climate Change Strategy and Action Plan*), qui détaille le budget lié aux actions prévues par les différents ministères concernés. Il englobe pour cet exercice fiscal 25 administrations, qui concentrent ensemble 56,7% des crédits budgétaires ; 7,6% de leur allocation concerne des actions pour le climat, et finance principalement la santé et la sécurité alimentaire (41%) et les infrastructures (26%).

Le budget 2020-2021 présenté en juin 2020 a vu une stabilisation de la part du budget alloué au changement climatique : elle s'élève à 242 Mds BDT (2,5 Mds EUR), équivalent à 0,8% du PIB, ou 4,3% du budget total, contre 237 Mds BDT l'exercice précédent ; elle s'élevait à 143 Mds BDT en FY 2016/2017 quand la procédure du BCCSAP a été mise en place, et l'enveloppe s'est accrue de 69% en 4 ans. Les trois-quarts des actions s'appuient sur un financement national et le solde est complété par les agences de coopération étrangères.

Les principaux ministères impliqués sont ceux de l'agriculture (55 Mds BDT), de l'eau (31 Mds BDT) et du gouvernement local (27 Mds BDT), portant des projets de développement tels que le développement de systèmes de culture plus résistants, le dragage et la réparation de polders



(étendue artificielle de terre) ou encore l'adaptation aux inondations. 34 projets concernent le *Bangladesh Delta Plan 2100*.

Une mise à jour du *Bangladesh Climate Change Strategy and Action Plan* qui s'achevait en 2018 est en cours de préparation et le ministère de l'environnement devrait finaliser le plan dans les mois qui viennent. Il visera notamment à intégrer la thématique du changement climatique dans tous les autres plans stratégiques, dans tous les ministères, avec une vision plus transversale, et aura vraisemblablement comme horizon 2030.

- **Bourse des valeurs – vers l'ouverture du capital de la bourse de Chittagong en 2021 et la création future d'autres marchés de produits dérivés ?** La législation (*Exchanges Demutualization Act, 2013*) impose depuis sept ans l'ouverture du capital des sociétés boursières. 60% du capital doit être cédé à des partenaires extérieurs, dont 35% au public et aux investisseurs institutionnels à travers des OPA, et 25% à un ou des partenaires stratégiques amenés à conserver leur participation sur le long terme ; le solde (40% du capital) est réservé aux courtiers qui opèrent sur le marché boursier.

Depuis 2016, le Chittagong Stock Exchange a essayé sans succès de trouver un partenaire stratégique, quand son homologue à Dhaka a conclu en septembre 2018 un accord avec deux bourses chinoises ; en août 2020, le régulateur BSEC lui a donné jusqu'au 8 mars 2021 pour finaliser un accord. <sup>[i]</sup>

Par ailleurs, la *Bangladesh Security and Exchange Commission*, en partenariat avec les deux bourses du pays travaille à la création d'autres marchés de dérivés, notamment un marché des commodités bangladaises (riz, jute et thé principalement), et des produits structurés comme les titres adossés à des actifs (*Asset Back Securities ABS*). Les ABS sont utilisés par les banques pour faire sortir des emprunts de leur bilan, et leur valeur dépend de la probabilité de remboursement des agents emprunteurs auprès des banques.

## BHOUTAN

- **Emission d'obligations gouvernementales à hauteur de 3 Mds BTN (40,9 M USD).** Le gouvernement bhoutanais entend, par l'émission d'obligations dont les termes et conditions ont été revus en juin dernier, dynamiser et stabiliser les marchés qui ont subi l'impact de la pandémie. Les obligations portent une maturité de 3 ans et sont dotées d'une valeur faciale de 1000 BTN (13,6 USD) et d'un taux d'intérêt nominal fixé à 6,5%. Le gouvernement envisage désormais d'émettre des obligations sur une base plus régulière au cours de l'exercice budgétaire 2020/21 et d'allonger leur maturité à 7 ans.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERS

- **S&P s'attend à ce que l'économie indienne se contracte de 9% au cours de l'exercice budgétaire 2020-21** qui s'achèvera le 31 mars 2021, soit une contraction supérieure à celle de l'estimation précédente d'il y a trois mois qui était de 5%. L'agence de notation rejoint ainsi la plupart des grandes banques et agences de notation, qui réduisent considérablement leurs prévisions après une contraction de l'économie indienne de 23,9% au cours de la période avril-



juin 2020, marquée par l'effondrement des dépenses de consommation, de l'investissement privé et des exportations.

S&P considère que tant que la pandémie continuera de restreindre l'activité économique et que la propagation du virus ne sera pas contenue, les consommateurs restreindront sorties et dépenses et que les entreprises demeureront sous tension. De plus, le potentiel d'un nouvel assouplissement monétaire reste contraint par la poursuite des tensions inflationnistes et le dépassement depuis cinq mois consécutifs de la fourchette cible de la Banque centrale indienne. S&P pronostique une reprise modérée de la croissance du PIB, avec + 6% au cours de l'exercice 2021-2022 et de 6,2% au cours de l'exercice 2022-2023.

- **La Banque asiatique de développement (BAsD) prévoit la même contraction pour l'exercice en cours, - 9 %**, contre - 4 % en juin dernier, en raison d'une propagation rapide du coronavirus qui entrave l'activité économique et le sentiment des consommateurs. Pour la BAsD, les perspectives de croissance de l'Inde restent très vulnérables à une flambée prolongée ou à une recrudescence des cas de coronavirus. Les autres risques identifiés touchent à une hausse des niveaux d'endettement public et privé, qui pourrait affecter les investissements dans la technologie et les infrastructures, ainsi que la multiplication des prêts non performants, à même d'affaiblir le secteur financier et sa capacité à soutenir la croissance. L'Institution prévoit cependant un rebond plus rapide de la croissance au cours de l'exercice 2021-22, avec + 8 %.
- **Le Gouverneur de la Banque centrale indienne (RBI) prudent sur la phase de reprise économique et la situation des institutions financières non bancaires (NBFC)**. S'exprimant devant le Comité de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes, S. Das a précisé que certains indicateurs avancés marquaient une stabilisation de l'activité économique pour le deuxième trimestre de l'exercice budgétaire en cours. C'était le cas notamment pour ceux de l'activité agricole, pour l'indice des directeurs d'achat et de certaines estimations privées du chômage. Mais "la reprise n'est pas encore totalement ancrée et, selon toute vraisemblance, elle ne sera probablement progressive car les efforts de réouverture de l'économie sont en partie annihilés par la hausse des infections."

Le Gouverneur Das a également souligné la nécessité de mieux réglementer les institutions financières non bancaires (NBFC), tout en soulignant l'impact positif des mesures prises par la RBI pour réduire les coûts d'emprunt pour le gouvernement et les entreprises. Le secteur des NBFC demeure fragile et vulnérable et ces établissements ne sont toujours pas au même niveau que les banques en matière de réglementation.

- **Ralentissement marqué du commerce extérieur pour la période avril - août 2020**. Selon les chiffres publiés par la Banque centrale, le solde commercial de l'Inde a dégagé un solde positif de 14,2 Mds USD entre avril et août 2020, contre un déficit de -14,4 Mds USD un an auparavant. Ce renversement de tendance est néanmoins imputable à la pandémie et à la contraction des exportations et importations de biens et services, respectivement de 19,3% et 38,0% en g.a.

Les exportations atteignent 182,1 Mds USD et les importations 167,9 Mds USD. On observe une contraction plus importante du côté des échanges de biens, -26,7% en g.a. pour les exportations (contre -8,-% en g.a. pour les services) et -43,7% en g.a. pour les importations contre (-18,1% pour les services). Certains produits ont été davantage exportés en août, tels les céréales (+316,0% en g.a.), le riz (+59,1% en g.a.), le minerai de fer (+46,0% en g.a.) ou encore les produits pharmaceutiques (+17,3% en g.a.), mais les exportations de noix de cajou (-47,7% en g.a.), bijoux (-43,3% en g.a.) et produits pétroliers (-39,9% en g.a.) se sont réduites dans les



même proportions. Du côté des importations, les diminutions les plus brutales concernent le pétrole brut et les produits pétroliers (-41,6% en g.a.), les machines (-41,6 en g.a.), le charbon (-37,8% en g.a.) et les produits textiles (-14,0%). Ces évolutions illustrent assez bien la suspension, voire l'arrêt, de nombreuses industries.

Dans ce contexte, on relèvera que le déficit commercial entre l'Inde et la Chine est tombé à 5,5 Mds USD entre avril et juin, contre 13,1 Mds USD à la même période l'an dernier. Dans une réponse écrite au Parlement, le ministre du Commerce et de l'Industrie a également fait observer que le commerce bilatéral entre les pays avait également chuté à 16,55 Mds USD cours des trois premiers mois de l'exercice 2020-2021, contre 21,4 Mds USD, suite notamment aux mesures prises par l'Inde pour tenter de rééquilibrer le commerce avec la Chine (réglementations et normes de qualité pour certains produits, ainsi que des droits antidumping sur plusieurs marchandises afin de protéger aussi les acteurs nationaux des importations bon marché).

- **Moindre contraction de la croissance de la production industrielle en juillet, à - 10 % contre - 16% en juin 2020.** Cette évolution tient notamment à une nette amélioration dans les secteurs minier, manufacturier et de l'électricité. Elle confirme la tendance depuis la contraction maximale de - 57,3% en avril 2020, facilitée par la reprise progressive des activités économiques à partir de juin et l'assouplissement progressif du confinement national.
- **Stabilisation à un niveau élevé de l'inflation au mois d'août, à 7 % en g.a, contre 6,7 % en juillet** (taux révisé à la baisse par rapport à un chiffre initial de 6,9 %). C'est néanmoins le cinquième mois consécutif où le seuil supérieur de la cible fixée par la Banque centrale est dépassé. La hausse des prix alimentaires a été plus modérée (+ 0,64 % en glissement mensuel en août contre 1,95% en juillet), notamment pour certains produits comme la viande, le poisson, les céréales, les légumes secs, les légumes, les fruits, les huiles et graisses et les épices. Sur une base annualisée, la même tendance peut être observée (+ 8,3 % en août contre 8,5 % en juillet).

#### AUTRES INFORMATIONS

- **La croissance du trafic aérien domestique de passagers en août a été légèrement meilleure que le mois précédent, avec 24% du niveau pré Covid, contre 18% en juillet.** *SpiceJet* annonce un taux d'occupation de 76 %, *Vistara* 68 % et *IndiGo* 65,6 %. Depuis la reprise des vols intérieurs le 25 mai dernier, *IndiGo* a consolidé sa position en termes de part de marché. Cette compagnie a d'abord atteint 60 %, puis s'y est maintenu grâce à une flotte plus importante, davantage de créneaux dans les aéroports et son aptitude à modifier les horaires en fonction de l'évolution du comportement des passagers.

#### **MALDIVES**

- **Forte baisse des réserves de change.** Selon la Banque centrale maldivienne, le montant brut des réserves internationales étaient de 569,9 M USD en août, soit une baisse de -26,6% par rapport à janvier 2020 (776,6 M USD). Celles-ci avaient atteint un pic à 889,4 M USD en avril à la suite de l'obtention de 150 M USD grâce à un accord de *swap* avec la Banque centrale indienne. Les réserves de change nettes se sont affichées à 122,3 M USD en août (soit moins de 1,5 mois d'importation), contre 311,3 M USD au mois de janvier (soit -60,7%). La chute du tourisme du fait de la pandémie du COVID-19 a négativement impacté le niveau des réserves de changes.

**NEPAL**

- **La Banque asiatique de développement (BASD) revoit à la baisse, 1,5 %, sa prévision de croissance pour l'exercice budgétaire en cours.** Dans sa nouvelle actualisation des perspectives de développement en Asie, la BASD a à nouveau abaissé sa prévision de croissance pour le Népal (6,4 % en avril et 3,1 % en juin) mais cette nouvelle prévision pourrait encore être rabaissée en cas de reprise de l'épidémie et de nouveau confinement. Le dernier chiffre de l'Institution multilatérale apparaît en tout cas très éloigné de la prévision gouvernementale de 7 % de croissance pour l'exercice en cours. Pour mémoire, l'expansion a chuté à 0,8% au troisième trimestre de l'exercice précédent et devrait même être entrée en territoire négatif au T4 2019/20 (mi-avril à mi-juillet 2020), à une période où le pays était entièrement confiné. Les dernières estimations de la Banque mondiale prévoient une croissance de 2,1%.
- **Les PME en grande difficulté face à une prolongation du confinement.** Les orientations de politique monétaire publiées il y a deux mois avaient été accueillies avec soulagement par les PME népalaises. Elles prévoient notamment des facilités de refinancement à un taux maximal de 3% pour certains secteurs et 5% pour les plus petites entreprises, un allongement de la durée de remboursement des prêts de six, neuf voire douze mois en fonction des difficultés engendrées par la pandémie. Mais ces instruments ont été très peu mis en application auprès des PME, exsangues suite au confinement. Selon le Président de la Fédération des PME Népalaises, 30% des PME n'ont toujours pas repris une activité et si le confinement se poursuit encore deux mois, 90% n'y survivront pas. Le gouvernement a certes également annoncé des exonérations de charges, mais sans encore d'application réelle pour le moment.
- **Le Département d'Etat américain moins optimiste que le Népal à propos des IDE,** selon le récent rapport « *2020 Investment Climate Statement : Nepal* ». De nombreux obstacles aux investissements demeurent tels : la corruption, les lois restrictives sur les activités des banques étrangères, les limites imposées au rapatriement des profits et aux échanges de devises ainsi que le monopole gouvernemental sur certains secteurs comme la distribution d'électricité. Si le rapport reconnaît que le Népal offre des opportunités pour les investisseurs prêts à se confronter à ces risques et incertitudes, les nouveaux instruments législatifs tels le *Foreign Investment and Technology Transfert Act (FITTA)* restent insuffisants pour attirer de nouveaux investisseurs étrangers. Par ailleurs, le rapport doute que l'amélioration du climat des affaires constitue la priorité du gouvernement alors même que l'économie tourne au ralenti en raison de la pandémie. Enfin, les rivalités et luttes politiques au sein du pouvoir participeraient à alimenter le climat d'incertitude qui pèse sur l'économie népalaise.

**PAKISTAN**

- **Révision à la baisse des perspectives de croissance de l'économie pakistanaise par la Banque asiatique de développement (BASD).** Cette dernière anticipe une croissance du PIB pakistanais de 2 % sur l'exercice budgétaire 2020/21 (du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021), à comparer à 3,2 % lors des prévisions publiées en avril 2020 et à -0,4 % en 2019/20.

Selon la BASD, l'inflation devrait être contenue à 7,5 % en 2020/21, après 10,7 % sur l'exercice précédent. Une contraction du déficit budgétaire à 7 % du PIB en 2020/21 est également attendue. Les prévisions relatives au déficit de la balance courante demeurent quant à elles inchangées (2,4 % du PIB en 2020/21 après 1,1 % sur l'exercice précédent).



Principaux indicateurs économiques du Pakistan (estimations BAsD) :

Date des estimations	2017/18	2018/19	2019/20				2020/21		
			Sept 19	Avril 20	Juin 20	Sept 20	Avril 20	Juin 20	Sept 20
Croissance du PIB (%)	<b>5,5</b>	<b>1,9</b>	2,8	2,6	-0,4	<b>-0,4</b>	3,2	2	<b>2</b>
Inflation (%)	<b>3,9</b>	<b>6,8</b>	12,0	11,5	11	<b>10,7</b>	8,3	8	<b>7,5</b>
Solde du compte courant (% du PIB)	<b>-6,3</b>	<b>-4,8</b>	-2,8	-2,8	ND	<b>-1,1</b>	-2,4	ND	<b>-2,4</b>

Source : Banque asiatique de développement, *Asian Development Outlook*

- **Hausse de l'indice de production industrielle en juillet 2020, après six mois de recul.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, a progressé de 5 % en glissement annuel, après -4,6 % un mois plus tôt. Il enregistre également une progression de 9,5 % par rapport au mois précédent. L'industrie textile – qui compte pour 20,9 % de l'indice – progresse de 1,7 % en glissement annuel.

Les secteurs ci-après enregistrent également une nette progression : agroalimentaire (+21,7 %), produits pharmaceutiques (+19,2 %) et produits pétroliers (+18,3 %). La production s'affiche toutefois en baisse dans de nombreux secteurs (8 sur 15) : automobile (-23,3 %), cuire (-36 %), électronique (-33,3 %) et sidérurgie (-11,1 %). Pour mémoire, la cible de croissance de l'indice LSM a été fixée par le gouvernement à 3,7 % sur l'exercice en cours, après -10,2 % en 2019/20.

- **Progression des ventes de ciment sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21** (du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021). Elles s'affichent en hausse de 21,8 % en glissement annuel à 8,4 millions de tonnes (juillet et août 2020). Les ventes domestiques de ciment – qui représentent 82,1 % du total – progressent (+3,9 %) en raison de la reprise du secteur de la construction. Les exportations enregistrent quant à elles une hausse notable de 32,2 % sur la période considérée.
- **Fragile reprise du marché automobile sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21.** Les ventes de véhicules automobiles ont progressé de 2,6 % en glissement annuel sur la période juillet-août 2020 pour atteindre 23 400 unités. Cette reprise du secteur automobile s'expliquerait surtout par la baisse des taux d'intérêts et la reprise de l'activité économique. Sur les deux premiers mois de 2020/21, les ventes se répartissent entre véhicules de plus de 1300 cm<sup>3</sup> à hauteur de 45,1 %, 16,1 % pour ceux de 1000 cm<sup>3</sup>, 24,3 % pour ceux de moins de 1000 cm<sup>3</sup> et 14,5 % pour les SUV et pickups. Si l'installation récente de nouveaux constructeurs devrait accroître la concurrence (KIA, JAC et Hyundai notamment), les trois entreprises japonaises qui assemblent au Pakistan continuent de dominer le marché (98,6 % du total des ventes). Les ventes de poids lourds et de tracteurs s'affichent en hausse de respectivement 32,5 % et de 16,2 % sur la période considérée. Les ventes de motocyclettes/tricycles à moteur enregistrent également une augmentation de 8,5 %.
- **Les transferts d'expatriés enregistrent une hausse marquée sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21.** Les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 4,9 Mds USD en juillet et août 2020, en progression de 31 % en glissement annuel. Les transferts en provenance d'Arabie saoudite (29,1 % du total), du Royaume-Uni (14,3 %) et des Etats-Unis (8,7 %) enregistrent une progression notable de respectivement 35,9 %, 66,7 % et 75,1 %. Ceux en provenance des Emirats arabes unis et des autres pays membres du CCG (Bahreïn, Koweït,



Qatar et Oman) affichent également hausse plus modérée (autour de 5 %) et représentent désormais 19,5 % et 10,8 % des transferts totaux.

- **La finance islamique continue d'accroître rapidement sa part de marché.** A travers les 5 banques islamiques et les 17 fenêtres islamiques de banques commerciales traditionnelles, les actifs du secteur de la banque islamique ont progressé de 21,4 % en glissement annuel sur l'exercice 2019/20. La finance islamique représente 15,3 % des actifs du secteur bancaire fin juin 2020, à comparer à 14,4 % fin juin 2019 et 12,9 % fin juin 2018.
- **Renforcement du cadre législatif en faveur de la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.** Le Parlement, lors d'une séance conjointe de l'Assemblée nationale et du Sénat, a adopté le 16 septembre les trois projets de loi suivants : *Anti-Money Laundering (second amendment) Bill (2020)*, *Anti-Terrorism Act (third amendment) Bill (2020)*, *Islamabad Capital Territory Waqf Properties Bill-2020 (2020)*. Ces textes avaient précédemment été rejetés par le Sénat où l'opposition bénéficie de la majorité, cela alors que le Pakistan entend achever la mise en œuvre de son plan d'action d'ici la prochaine session plénière du Groupe d'action financière (GAFI) prévue en octobre 2020. Pour mémoire, des avancées notables en matière de poursuite et sanctions du financement du terrorisme sont notamment attendues par le GAFI.

## SRI LANKA

- **Hausse des réserves de change en juillet et août.** La réception des 400 M USD, par un accord de *swap* avec la Banque centrale indienne (RBI), avait permis d'augmenter les réserves de change officielles brutes à 7,1 Mds USD à la fin juillet, soit l'équivalent de 4,8 mois d'importation. Celles-ci ont également cru en août, atteignant 7,4 Mds USD suite aux achats de la Banque centrale. L'ensemble des réserves étrangères, qui incluent les réserves de change officielles et les actifs étrangers du secteur bancaire, étaient de 10 Mds USD à la fin juillet, permettant une couverture des importations de 6,8 mois.
- **Sorties de capitaux étrangers du marché des obligations d'Etat et du marché boursier depuis le début de l'année.** En juillet, le marché des obligations d'Etat libellées en roupie (LKR) a enregistré un flux net négatif de capitaux étrangers équivalent à 23 M USD. Sur la période janvier – juillet 2020, les sorties de capitaux détenus par des étrangers sur ce marché ont été de 515 M USD. Le montant des obligations souveraines en roupie détenu par des non-résidents est désormais faible (équivalent à 69 M USD à la fin juillet). S'agissant de la bourse de Colombo, les sorties nettes de capitaux étrangers se sont élevées à 129 M USD entre janvier et juillet 2020.
- **COVID-19 : Réallocation de 56 M USD de la Banque mondiale.** La Banque mondiale a annoncé réallouer 56 M USD à partir de 4 projets actuels. Les fonds réalloués seront utilisés pour soutenir les petits agriculteurs, moderniser les écoles pour favoriser le développement de l'éducation à distance ainsi que pour renforcer les mesures de protection contre le COVID-19 dans les transports publics et le système scolaire. Ces fonds viennent en complément du programme *COVID-19 Emergency Response* de 128,6 M USD de la Banque mondiale annoncé en avril dernier. Celle-ci gère un portefeuille de 20 projets pour un montant total de 2,3 Mds USD à Sri Lanka dans différents secteurs, notamment les transports, la santé et l'eau.



**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
<b>Maldives</b>	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Service Économique Régional de New Delhi**

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, S. Lefez, P-H. Lenfant, D. Simon, A. Boitière, J. Deur et H. Lafond.

Version du 18/09/2020

[i] <https://tbsnews.net/economy/stock/cse-gets-one-more-year-find-strategic-investors-120262>

16 August, 2020 CSE gets one more year to find strategic investors; It now has until March 8, 2021, for finalizing a strategic partner. As of June 30 last year, the CSE's net profit was BDT 39.07 crore, which was BDT 34.75 crore in the previous year. At the same time, its earnings per share was BDT 0.62 and net asset value per share was BDT 11.80.